

Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales
Herausgeber: Société d'Etudes Economiques et Sociales
Band: 27 (1969)
Heft: 3

Artikel: Notre proche avenir dans le domaine socio-professionnel
Autor: Jaccard, Pierre
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-136472>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 13.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Notre proche avenir dans le domaine socio-professionnel ¹

Pierre Jaccard

professeur à l'Université de Lausanne

A quels besoins l'éducation devra-t-elle répondre en 1980 ? L'échéance qui nous est proposée appartient à ce qu'on appelle la prévision à moyen terme, laquelle est la moins aléatoire. S'il s'agit de la consommation en électricité ou de faits démographiques, les chances d'erreur dans les pronostics sont minimales. Dans les domaines de la culture ou de l'emploi, la prévision à moyen terme reste malaisée : la tendance générale paraît évidente, mais le rythme de l'évolution nous échappe et c'est pourquoi il est difficile de formuler des pronostics précis ou d'établir des stratégies adéquates.

Toutefois, depuis la Seconde Guerre mondiale, des progrès considérables ont été faits dans les techniques d'enquête. Les prévisions publiées en 1944 par Colin Clark, dans *The Economics of 1960*, puis en 1946 par Jean Fourastié, dans *La Civilisation de 1960* — sans parler des huit cents pages de *America's Needs and Resources, Estimates for 1960*, datant de 1947 — ces prévisions se sont révélées exactes, en ce qui concerne aussi bien l'élévation du niveau de vie que les mutations correspondantes du genre de vie. De même, les *Vues sur l'économie et la population de la France jusqu'en 1970*, publiées en 1953 par Jean Bénard, se trouvent aujourd'hui confirmées après quinze ans d'épreuve, particulièrement dans les domaines qui nous intéressent ici : besoins et disponibilités de main-d'œuvre, services administratifs, équipements en vue de la santé publique ou de l'enseignement. Le passage de 7 à 11 millions de l'effectif total des scolarisés en France, annoncé par Jean Bénard, s'est déjà réalisé (12,4 millions actuellement prévus pour la rentrée de 1969). Il en a été de même pour tous les pronostics que nous avons énoncés, spécialement pour l'instruction publique, dans nos articles de la *Revue économique et sociale* de Lausanne, dès 1952, et dans notre ouvrage *Politique de l'emploi et de l'éducation*, publié à Paris en janvier 1957 ².

La nouvelle société scientifique

On a beaucoup parlé d'une famine qui menacerait, à partir de 1980, si l'on n'y prend garde, les quatre cinquièmes des humains, dont les ressources sont déjà inférieures aux simples besoins de la subsistance. Le clivage s'accentuerait entre le tiers monde, que l'ethnologue Claude Lévi-Strauss définit comme l'ensemble des sociétés « froides », asservies à la routine et incapables de changement, d'une part, et le petit nombre des sociétés « chaudes », effervescentes, désireuses de mieux être, d'autre part. La coupure s'est faite en Angleterre,

¹ Allocution d'ouverture présentée au VIII^e Congrès international sur l'éducation permanente, le 27 août 1968, à l'Université de Louvain.

² Épuisé, de même que *Investir en hommes* (1965). Restent en librairie : *Sociologie de l'éducation* (1962) et *Psycho-sociologie du travail* (1966), Editions Payot, Paris.

dès le milieu du XVIII^e siècle, à la révolution industrielle. Le sociologue Alain Touraine, pour qui le développement n'est possible que par l'industrialisation, a fort bien montré la corrélation entre les transformations du travail (de l'artisanat à l'automation) et l'évolution des sociétés avancées. Est-ce à dire que la société de demain sera encore « industrielle », comme l'écrit John Galbraith, dans son dernier livre *The New Industrial State* ? Nous croyons plutôt, avec Jean Fourastié, que la caractéristique principale de cette société, « post-industrielle », sera son fondement intellectuel et scientifique¹. En effet, nous dit l'économiste français, « sans Euclide, Archimède, Lavoisier et tant d'autres savants, nous en serions restés aux conditions de vie des primitifs : faibles populations, décimées par les famines et la maladie, n'ayant qu'une espérance de vie de vingt-deux ans, en moyenne. »

Les deux principaux facteurs de notre croissance sont l'invention scientifique et l'organisation économique. L'action conjuguée de ces deux facteurs donne le progrès technique, dont l'accélération devient telle que l'homme et la société ont peine à s'y adapter. Autrefois, il a fallu un millénaire pour que le moulin à eau, inventé en Asie Mineure, peu avant l'ère chrétienne, se généralise en France et en Angleterre, au début du XI^e siècle. Cent ans ont encore passé entre la construction de la « marmite » de Papin et la mise au point, dès 1780, de la machine à vapeur vraiment utilisable de James Watt. Aujourd'hui, le délai entre l'invention et l'application s'est réduit à vingt ans, pour l'emploi pacifique de l'énergie nucléaire, et dix ans, pour la commercialisation universelle des transistors.

C'est l'organisation qui a fait la puissance des Américains, longtemps peu doués pour l'invention. L'Europe, dont le génie inventif est reconnu, n'a guère su exploiter ses découvertes. C'est avec retard qu'elle s'est inspirée des trois vagues du savoir-faire américain : le taylorisme de la fin du siècle passé, la recherche de la productivité dans les années 1920-1940 (Lénine en parlait déjà en 1918) et, récemment, la formation des cadres et le « scientific management ».

La migration professionnelle

La conséquence la plus importante du progrès de la technique et de l'organisation est le déplacement, d'abord lent puis en constante accélération, de l'activité professionnelle, de l'agriculture vers l'industrie et, maintenant, de l'industrie vers le secteur dit des services. Le premier auteur qui ait vu clairement la portée économique et sociale des transferts de la population active est le professeur Allan G.B. Fisher, de l'Université d'Otago, en Nouvelle-Zélande, actuellement retiré à Londres. Dès 1926, il publia des analyses pénétrantes de « l'exode des campagnes » et de « l'influence de l'instruction sur les salaires », ouvrant tout le problème de l'éducation en tant que facteur économique. C'est en 1933 qu'il se servit pour la première fois du terme « production tertiaire », complétant une distinction courante en Australie entre le secteur primaire de l'agriculture et le secteur secondaire de l'industrie. Ses recherches furent poursuivies par l'économiste australien Colin Clark, qui publia en 1940 son ouvrage classique, *The Conditions of Economic Progress*, mettant en évidence l'importance de la répartition professionnelle comme facteur du plein emploi et du développement. Après la guerre, les connaissances à ce sujet furent enrichies et appliquées en France par les cinq ingénieurs Jean Fourastié, Alfred Sauvy, Louis Armand, Jean Capelle et Bertrand Schwartz, devenus à la fois éducateurs, économistes et sociologues.

¹ L'expression « post-industrielle » a été proposée par le sociologue américain Daniel Bell.

Actuellement, la Belgique est à la tête des pays du Marché commun pour l'importance relative du secteur tertiaire, qui emploie 53 % de la population active. Après elle viennent les Pays-Bas, avec 49,5 %, la France (42,8 %), le Luxembourg (41 %), l'Allemagne fédérale (40,4 %) et l'Italie (35 %). C'est dans ce dernier pays que l'alignement se fait de la façon la plus marquée: en 1967, on y a enregistré dans l'agriculture, sans que l'accroissement de la production en souffre, une perte de 337.000 emplois, compensés à peu près par une augmentation de 43.000 unités dans l'industrie et de 253.000 unités dans le secteur tertiaire.

On se gardera de l'erreur de prétendre que le gonflement du tertiaire soit toujours un signe de prospérité: il y a souvent des anomalies, des interventions d'autres facteurs. C'est ainsi qu'un trop grand nombre des nouveaux « tertiaires » en Italie sont des revendeurs ou des intermédiaires, sans activité vraiment féconde pour l'ensemble de l'économie. En Belgique, la doublure des postes d'enseignement et d'administration, commandée par une discutable politique linguistique, explique l'ampleur relative du secteur tertiaire. On pourrait même dire que la croissance mesurée du tertiaire en Allemagne fédérale (40,4 %) et en Suisse (39,4 %) est un indice de rationalité, d'équilibre et de richesse. Néanmoins, on compte à Bonn que chaque année 80.000 ouvriers passent dans le tertiaire. D'ailleurs, la différenciation des secteurs se complique du fait de la mobilité à l'intérieur des entreprises: de 1950 à 1968, la proportion des « cols blancs » est passée de 187 à 322 pour 1000 personnes occupées dans l'industrie ouest-allemande. Aux Etats-Unis, où la proportion des tertiaires a déjà dépassé 60 %, une commission nationale a prévu que, de 1969 à 1975, deux millions et demi de postes nouveaux seront créés dans le secteur des services. La comparaison entre le Dahomey, où 88 % des travailleurs vivent pauvrement dans l'agriculture, la pêche et l'élevage du bétail, et les Etats-Unis, où 6 % seulement de la population active produisent les quantités d'aliments les plus fortes au monde, montre que la migration professionnelle est, bien davantage que les ressources naturelles ou les investissements en capital, la clé du développement, non seulement du tiers monde, mais aussi des pays les plus industrialisés. Il faut toutefois que cette migration joue au moment opportun et dans une proportion judicieuse ¹.

Les nouvelles exigences de qualification

Au stade où nous en sommes aujourd'hui, dans les pays développés, le secteur secondaire, après avoir accueilli en masse les travailleurs éliminés du secteur primaire, commence à chasser à son tour sa main-d'œuvre. L'emploi industriel devient plus rare en même temps qu'il exige de plus hautes compétences. Seul reste largement ouvert à l'avenir le secteur tertiaire, où ce n'est plus la force du bras, mais l'intelligence et l'instruction qui permettent à l'homme de gagner sa vie et de promouvoir le bien-être de tous. Or l'éducation scolaire et professionnelle de la plupart des ouvriers agricoles et industriels est trop sommaire pour permettre les requalifications techniques et encore moins les transferts dans le domaine des services.

Ainsi, le défaut d'instruction, qui fait obstacle au démarrage des pays sous-développés, touche également les pays les plus avancés, en freinant la croissance de l'économie. Alors que le chômage technologique menace l'ouvrier remplacé par la machine, il y a partout pénurie de spécialistes formés.

¹ En 1966, Jean-Paul Courthéoux a publié au Centre de recherche d'urbanisme, à Paris, sous le titre « La répartition des activités économiques », une « critique expérimentale de la théorie des trois secteurs d'après l'économie française » (274 pages et 65 tableaux) 4, av Poincaré, Paris 16^e.

Cette règle s'applique à tous les échelons de la vie professionnelle. A la belle époque du Royaume-Uni, Oscar Wilde disait ceci dans une de ses comédies: « If a man is a gentleman, he knows quite enough, and if he is not a gentleman, whatever he knows is bad for him ». En fait, Winston Churchill n'avait passé que quelques années de classe à l'établissement privé de Harrow. Aux Etats-Unis, j'ai pu vérifier l'élévation rapide du minimum de qualification exigé des maîtres secondaires. Jusqu'à 1900, un diplôme de « High School » suffisait; ensuite il a fallu y ajouter une, puis deux années de fréquentation du « College » (années correspondant à nos classes européennes de préparation au baccalauréat); dès 1950, quatre années de College et le titre de B.A. furent nécessaires; maintenant, on donne la préférence à ceux qui ont au moins accédé au niveau des « Postgraduate Schools »; bientôt le titre de M. A., l'équivalent de nos licences, sera indispensable.

En France et en Italie, on a prévu, il y a quelques années, que la proportion des emplois ne demandant pas de formation particulière s'abaisserait dans un avenir pas très éloigné, de 60 à 20 % du total des postes occupés. En revanche, la proportion des emplois qualifiés s'élèverait de 27 à 48 % et celle des postes de cadres moyens et supérieurs de 13 à 32 %. En Suisse déjà, en dépit de notre réputation de « peuple de cadres », la pénurie se généralise dans les professions dirigeantes: 20 % de l'ensemble des professeurs universitaires, médecins, chefs d'entreprises, ingénieurs et chimistes sont des étrangers. Aussi le Conseil suisse de la science a-t-il publié un rapport demandant qu'on double chaque année le nombre des diplômés universitaires, s'élevant actuellement à 3000 seulement. De même, le Conseil scientifique de l'Allemagne fédérale a proposé de faire passer de 10 à 15 % la proportion des bacheliers dans leur classe d'âge. Cela donnerait, en 1980, environ 120.000 candidats à l'enseignement supérieur sur les quelque 900.000 jeunes gens et jeunes filles arrivés alors à l'âge de vingt ans. Les Américains, qui comptaient un savant ou ingénieur pour 1800 habitants, en 1900, et un pour 300, en 1950, admettent qu'il leur en faudra un pour 100 en 1980 et un pour 40 en l'an 2000.

Conclusion

Les deux grands mouvements que nous venons de décrire — passage de la population active dans le secteur tertiaire et hausse générale des exigences de qualification dans les trois secteurs de l'activité professionnelle — nous entraînent dans une période d'adaptation qui sera difficile, mais certainement bénéfique pour les pays industrialisés d'une Europe dont nous souhaitons qu'elle soit, en 1980, élargie à ses dimensions à la fois naturelles et culturelles. Les récents troubles dans les Universités montrent que les étudiants s'inquiètent de leur avenir. Il faut que l'enseignement supérieur s'adapte à l'évolution économique, mais aussi que l'économie suive l'Université, en ce sens qu'elle se prépare à recevoir tout de suite dans les entreprises et les administrations les jeunes diplômés universitaires dont elle aura besoin dans les années à venir. Aux Etats-Unis, cette association est chose faite, si bien qu'il n'y a pas de problèmes de débouchés pour la masse, pourtant énorme, des jeunes gradués aux niveaux des High Schools, des Colleges et des Graduate Schools.

En Europe, en 1980, la population totale aura beaucoup augmenté, car les fortes volées d'enfants nés après la guerre auront fondé famille et les adultes vivent plus longtemps. Les besoins croîtront quantitativement et qualitativement. Il faudra que davantage de femmes poursuivent des études et prennent une activité professionnelle. La répartition se généralisera sur les normes suivantes: secteur primaire: 10 %, secondaire: 30 %, et tertiaire: 60 %.

L'horaire de travail se stabilisera pour les salariés à 38-40 heures, selon les professions. Le niveau général de vie s'élèvera, en même temps que le genre de vie deviendra plus ouvert à la culture. La civilisation tertiaire sera marquée, selon l'heureuse expression de Jean Fourastié, par « une intellectualisation de la vie sociale ». C'est dire l'importance majeure, non seulement de la préparation scolaire, mais aussi de la formation professionnelle. Le nombre des élèves inscrits dans les établissements secondaires des pays européens de l'OCDE a doublé depuis quinze ans et il doublera encore d'ici 1980. On devra multiplier et améliorer les apprentissages, ainsi que les filières diverses de l'enseignement technique et supérieur. Enfin, soit pour les jeunes, aujourd'hui déjà mieux préparés que leurs aînés, soit pour ceux-ci particulièrement, il faudra développer toutes les formes de recyclage et de perfectionnement. L'éducation permanente est désormais une nécessité pour chacun et pour tous.

REVUE ÉCONOMIQUE

Publication bimestrielle
avec le concours de la VI^e Section de l'Ecole Pratique
des Hautes Etudes
et du Centre National de la Recherche Scientifique

Vol. XX, N° 4, Juillet 1969

Recherches sur les prévisions d'emploi
par professions

- Les prévisions par professions J. VINCENS
 - Les besoins d'emploi des entreprises A. d'IRIBARNE
 - Les objectifs de la firme et l'analyse de l'effectif Y. DUPUY
 - La prévision des structures d'emploi par la méthode des comparaisons internationales et intersectorielles M.-F. DUTHU
 - Etude des carrières des ingénieurs de l'Ecole Nationale Supérieure de Chimie de Toulouse M. LOUSTAU
et Y. DUPUY
- * * *
- La vérité des prix dans un monde imparfait S.-C. KOLM

Le numéro 12 F. Abonnements France et Union française 65 F. Etranger 75 F.
Abonnements, 103, bd St-Michel. C.C.P. PARIS 21335 - 25